

Agnès Verdier-Molinié décrypte l'affaire Bernard Arnault

«En matière d'argent, la France préfère l'égalitarisme à la liberté»

Le possible départ du patron de LVMH en Belgique, pour raisons fiscales, attise de vieilles rancœurs françaises. Agnès Verdier-Molinié, directrice de la Fondation IFRA, détecte dans le tollé déclenché par Bernard Arnault l'ambiguïté du rapport à l'argent.

Ivan Radja
ivan.radja@lematindimanche.ch

En menaçant de s'exiler fiscalement en Belgique, Bernard Arnault fait figure de traître. Comment expliquez-vous une telle haine ?

Bernard Arnault est à la fois le déclencheur et le révélateur d'un malaise profond. Toute cette affaire est l'aboutissement d'un schisme entre la France et ses élites économiques. L'apport des entrepreneurs est nié en permanence, on ne veut voir que leurs avantages, leurs gains. La théorie du ruissellement, selon laquelle l'ascension d'un riche a des répercussions en termes d'emplois et de création de richesses, ainsi que celle de l'ascenseur social, qui veut que l'on puisse partir de rien et arriver au sommet, ne sont plus porteuses d'espoir, si tant est qu'elles l'aient jamais été en France. Pire: elles sont systématiquement battues en brèche.

« Il n'y a pas que Bernard Arnault. De plus en plus de jeunes entrepreneurs s'exilent en Angleterre »

AGNÈS VERDIER-MOLINIÉ
Directrice de la Fondation IFRAP

En somme, la taxation à 75%, proposée par François Hollande, ne satisfait personne et fait fuir les grands entrepreneurs ?

C'est une pure folie. Même le camp socialiste le sait, même François Hollande, qui dans un entretien à *Challenges* en 2011 disait lui-même qu'il fallait que ce taux avoisine les 40%, pas plus. Mais, comme son élection s'est faite sur cette promesse, il est piégé. C'est une façon de pousser à l'extrême le principe de base de la fiscalité française, qui est par essence confiscatoire.

Comment en est-on arrivé là ?

L'an dernier, la thèse de l'économiste Thomas Piketti (*proche du Parti socialiste, ndlr*), qui posait que les riches payaient moins d'impôts que les pauvres, ce qui est une contre-vérité absolue, a fait beaucoup de dégâts dans l'inconscient collectif, surtout en pleine campagne présidentielle. Auparavant, le bouclier fiscal instauré par Nicolas Sarkozy avait déjà été très mal perçu: on n'a vu que les 30 millions d'euros rendus à Liliane Bettencourt, et non les sommes colossales qu'elle paie en impôts. Tout cela a créé un background qui explique les passions actuelles.

Alors même que le succès de LVMH profite au pays ?



EN DATES

1978

► **Naissance**
A Bordeaux.

1996

► **Etudes**
Histoire économique contemporaine à Bordeaux. Puis, en 2001, Institut français de presse à Paris.

2001

► **Journalisme**
Collaborations régulières à *L'Express*, à France Inter, à France Info et au Guide du Pouvoir.

2002

► **IFRAP**
Elle entre à l'Institut français pour la recherche sur les administrations publiques et en devient la directrice en 2009.

2008

► **Publications**
«La mondialisation va-t-elle... nous tuer?», suivi en 2011 de «Les fonctionnaires contre l'Etat - Le grand sabotage».

2010

► **Distinction**
Elle est nommée «personnalité think tank de l'année 2010» par l'Observatoire français des think tanks.

On oublie qu'un Bernard Arnault crée des dizaines de milliers d'emplois dans le monde et en France. Ou qu'il a sauvé l'entreprise Lejaby en février dernier. Ou que LVMH, qui a une longue tradition dans les vins et spiritueux, dans le champenois notamment, y emploie du personnel qui est parmi le mieux payé du monde, dont les participations doublent chaque année.

Le rapport difficile des Français à l'argent ne date pas d'hier...

Vous avez raison. Mais il ne s'agit pas seulement d'une différence culturelle entre pays protestants, germaniques ou anglo-saxons, et pays catholiques. Depuis la fin de la guerre, la France a délégué des pans entiers de l'économie aux syndicats, et de grandes concessions ont été faites aux communistes pour des raisons politiques. De ce substrat demeure l'idée que l'Etat doit pourvoir à tout. En témoigne le succès des livres de Stéphane Hessel, qui, sous couvert d'indignation citoyenne, prône cet Etat-providence. On a perdu la culture de la compétition. La France préfère l'égalitarisme à la liberté. Demandez aux Français s'ils veulent que chacun gagne la même chose, ou que chacun soit libre d'entreprendre, au risque de réussir (!), je crains que la première proposition ne l'emporte.

Un patron scandalise plus que les multimillionnaires du sport ou du spectacle. Pourquoi ?

Parce qu'un footballeur ou une star du rock ne risque pas de supprimer leur emploi. Mais, au-delà de ça, et c'est encore, je le crains, une spécificité française, les conditions ne sont pas réunies pour que les riches entrepreneurs soient de «bons riches».

Et c'est quoi, un «bon riche» ?

Celui qui peut reverser utilement une partie de ses gains au service de la collectivité. Encore faut-il que les infrastructures et les lois le permettent. La France les incite à acheter des œuvres d'art pour les déduire des impôts, c'est tout. Il n'y a pas de culture du mécénat comme en Angleterre ou aux Etats-Unis, où les riches financent des fondations, des universités, des hôpitaux, tout en gardant un droit de regard. Ici, l'Etat leur demande de l'argent qui s'engouffre dans de vastes structures sans qu'ils aient leur mot à dire. Il serait inimaginable que des riches créent des écoles, par exemple. Bernard Arnault a voulu construire un musée près de Paris, mais il a dû finalement se replier sur Venise. Un musée, n'est-ce pas, c'est l'affaire de l'Etat...

Ils investissent peu dans les PME...

Rien ne les y incite! Le précédent gouvernement avait introduit la déduction fiscale des investissements dans les PME et start-up. C'était un premier geste, mais timide, avec un plafond à 100 000 euros, contre 300 000 livres sterling en Grande-Bretagne. Et même cela est détricoté par François Hollande, qui veut ramener ce plafond à 25 000 euros. Autant dire, rien.

L'exode des entrepreneurs hors de France s'accélère-t-il ?

Oui, il n'y a pas que Bernard Arnault. Les jeunes qui désirent monter leur propre boîte sont de plus en plus nombreux à partir, surtout en Angleterre. ●

Agnès Verdier-Molinié: «La France n'a pas la culture du mécénat comme en Angleterre ou aux Etats-Unis, où les riches financent des fondations, des universités, des hôpitaux tout en gardant un droit de regard.» DR

«ARNAULT EST INSULTÉ PARCE QUE RICHE»

«Casse-toi, riche con!» La une de Libération vous a choqué. Vous parlez sur votre blog d'une «insulte à caractère social»...

Parce que c'en est une, comme il existe des insultes à caractère raciste. A cette différence près que ce n'est pas puni pénalement. Bernard Arnault a tout de même porté plainte.

Un retour à la lutte des classes ?

Oui, d'une certaine façon. Il a été insulté parce que riche. On cloue les gens au pilori en raison de leur appartenance à une classe de la société. Cela rappelle l'élimination des koulaks (propriétaires terriens) dans l'Union soviétique. Arrêtés, déportés, tués parce que riches.

Bernard Arnault n'est pas le seul ?

Il y a eu plusieurs exemples récents. Liliane Bettencourt a été insultée, or elle n'a même jamais prétendu vouloir



NICOLAS LECAUSSIN

Economiste à l'Institut de recherches économiques et sociales (IRES), coauteur d'«A quoi servent les riches», Ed. JC Lattès.

quitter la France. Xavier Niel a été insulté par les pouvoirs publics pour avoir cassé un marché où l'Etat est actionnaire de France Télécom. Maurice Lévy, PDG de Publicis, a été insulté à cause de son bonus, fixé contractuellement il y a vingt ans, quand il a repris une boîte de 200 employés, qui en compte aujourd'hui 15 000. Donc on insulte Arnault, bien qu'il crée des milliers d'emplois.

On tire sur des bienfaiteurs ?

En France, le sentiment d'injustice est déplacé. On parle de justice fiscale, mais qui réclame justice laisse enten-

dre qu'il y a eu délit. Ces gens-là n'ont rien volé, ils ont juste réussi.

Et c'est suspect ?

En France, on se méfie de la réussite. A l'IRES, nous allons sortir une étude sur les prochains manuels d'économie pour lycéens, très théoriques, qui ne recensent aucun exemple d'entrepreneur français ayant réussi. C'est symptomatique du climat mental.

L'entrepreneur n'est pas aidé ?

Voyez Peugeot. Encore une famille insultée. Mais, si le groupe PSA est obligé de fermer le site d'Aulnay-sous-Bois, c'est parce que le coût du travail est deux fois plus cher qu'en Allemagne, par exemple. PSA paie 200 millions d'euros par an à l'Etat français. Volkswagen en verse deux fois moins à l'Etat allemand, et investit la différence dans la recherche et le développement...

I. R.